

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

VENDREDI

2

JANVIER

1976

N° 73

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## ÉDITORIAL

derrière les vœux de Giscard

### 1 million et demi de chômeurs et déjà 20 hausses de prix pour janvier

A l'écoute des vœux de Giscard, on avait nettement l'impression d'avoir déjà entendu ça quelque part. De peur qu'on croie qu'il s'agissait d'un vieux film, le président avait pourtant fait venir sa femme. De quoi, sans doute, illustrer la prétendue politique de la famille. La « grande dame », elle aussi, a jeté ses souhaits au bon peuple. C'était du guignol, mais un guignol vraiment écœurant. On connaît maintenant bien le « changement » à la Giscard, mais la répétition à haute dose des mêmes banalités toute l'année dépasse à la fin le supportable. L'indifférence se mêle à la colère.

« Bonne année » a-t-il osé dire. Le grand bourgeois distingué a lu la liste de ceux à qui il faisait mine de penser en ce 31 décembre : personnes âgées, seules, travailleurs au chômage, ou qui font des travaux pénibles, immigrés, malades, handicapés, « compatriotes des DOM-TOM », et même « ceux qui sont privés de leur liberté ».

Bonne année en effet pour les 47 inculpés de la Cour de Sécurité de l'Etat ! Bonne année pour les masses encore sous le joug colonial de la France, pour les travailleurs âgés à 22 F par jour, pour les smicards à moins de 1 400 F, pour le million et demi de chômeurs ! Les sommets de la dérision auront sans doute été atteints !

Car c'est cela qu'au fond l'aristocrate de l'Élysée appelle une France « plus humaine, plus libérale ». « Le ciel de l'économie, pour lui, s'éclaircit », il parle d'alléger l'effort, de faciliter les tâches quotidiennes. Mais face à ces litanies écœurantes, la réalité de 76 reste.

Celle des hausses innombrables d'abord. Celle des saisies, des budgets à boucler, des menaces de licenciement, de la recherche incessante du travail : cette réalité qui n'a pas quitté les esprits, même au sein de l'intermède des fêtes, constitue l'essentiel des préoccupations populaires. Et les meilleurs vœux qu'on puisse formuler sont exactement à l'inverse de ceux de Giscard : que partout les luttes fassent reculer sa politique, que l'unité, (Giscard a parlé de « l'unité des Français ») que l'unité populaire partout se construise contre le chômage, contre la politique anti-ouvrière de Chirac, Poniatowski, Giscard, et de leur classe exploiteuse, la bourgeoisie. Qu'ils ravalent leur morgue, leur mépris, qu'ils gardent leurs bons vœux pour eux. Et que 1976 soit une année de grands succès, de grandes luttes pour la classe ouvrière de notre pays et pour les peuples du monde, sur la voie du socialisme !

Paul LEFORT

à minuit sur les Champs-Élysées

## LIBEREZ NOS CAMARADES

Pour exiger la libération immédiate de tous les emprisonnés, le Comité National pour leur libération avait appelé à manifester sur les Champs-Élysées, au moment du traditionnel concert de klaxon du nouvel an. Trois mille manifestants ont répondu à cet appel opéré très rapidement, et malgré tous les efforts de Léon Zitronne, la télévision n'a pu le passer sous silence. D'importantes forces de police, équipées de fusils lance-grenade, barraient l'accès à l'Arc de Triomphe, et c'est aux cris de « libérez nos camarades » que les manifestants se séparèrent.



Les CRS chargés de réprimer la manifestation de soutien aux emprisonnés n'ont même pas eu le temps d'enlever leur casque pour embrasser ces bonnes bourgeoisies si choquées qu'on trouble ainsi leur nouvel an...

## djibouti NON A LA FAUSSE INDEPENDANCE

Ali Aref, président du « gouvernement » colonial mis en place par la France à Djibouti, vient d'achever une visite en France. Le gouvernement français déclare s'être mis d'accord avec lui sur un processus menant à « l'indépendance ».

Giscard a chargé « les institutions locales... de définir les principes constitutionnels et démocratiques fondamentaux ». Autrement dit, c'est le vieux fantôme Aref qui est chargé

de maintenir le pays dans l'orbite française.

Ce qu'il a confirmé lui-même à l'issue de sa visite en se prononçant pour « l'amitié avec la France, et la coopération totale dans tous les domaines, aussi bien militaire et économique que dans ceux touchant l'intégrité des frontières ». On se souvient qu'il y a peu, Aref affirmait : « nous sommes indépendants puisque nous sommes français ».

suite page 8



### la mort d'un berger

Jean Sarochar avait quatre vingt trois ans. Il était berger depuis l'âge de treize ans, dans la montagne basque. Survivant de la boucherie de 14-18, passeur pour les résistants pendant l'occupation, il avait attiré l'attention du ministre de l'agriculture : toujours soucieux des conditions de vie de la paysannerie, ce ministre avait décidé de lui offrir la légion d'honneur pour le nouvel an. Il ignorait une seule petite chose : Jean Sarochar, usé par soixante dix ans de travail seul dans sa bergerie, était mort depuis un mois.

mesures pour la famille : une démagogie qui s'essoufle

Depuis la loi sur le divorce, parue en juin dernier, le libéralisme de Giscard s'était fait un peu oublier : après la contraception, l'avortement, le divorce, il fallait trouver autre chose. Il fallait aussi proposer des mesures complémentaires qui aillent dans le sens « d'une politique globale de la famille », montrant que « l'institution familiale n'est pas en danger ». Cela, non seulement, pour répondre, au sein de la majorité, à une certaine opposition aux lois sur l'avortement et le divorce, mais surtout, pour tenter de faire croire aux travailleurs que l'on prend en compte leurs besoins, aujourd'hui, criants sur ce point.

En effet, ces mesures « d'aide et de soutien aux familles » (dont certaines seront proposées au parlement) essaient de résoudre quelques problèmes des familles les plus modestes : comme le revenu minimum garanti pour les femmes chef de famille, la refonte des diverses allocations en une seule mais importante, réservée aux familles modestes, des logements plus grands, la dispense du service militaire pour les jeunes gens pères de famille avant 22 ans.

suite p. 4

## victoire des ouvrières de la COFAL «à 14, c'est possible de gagner»

Les 14 travailleuses de la Cofal, petite usine de confection de Loches, près de Tours, en grève depuis le 9 octobre viennent d'obtenir satisfaction à leurs revendications. Luttant contre la fermeture de leur usine, elles avaient décidé de fabriquer des jouets pour populariser leur lutte. Grâce à cette initiative, au soutien et à la sympathie qu'elle a suscités, aux liens étroits qu'elles ont tissés avec les paysans travailleurs, à leur détermination, elles ont obtenu la réouverture de leur usine pour le mois de janvier. Dans le protocole d'ac-

cord qu'elles ont signé avec leur nouvelle direction, elles ont obtenu, entre autres, la reconnaissance de leur section syndicale CFDT, de leur déléguée syndicale, le redémarrage de l'usine avec toutes les ouvrières et la condamnation de la Cofal qui devra payer le salaire des ouvrières, plus des indemnités.

Cette victoire des travailleuses de la Cofal montre qu'à 14, il est possible de gagner si l'on prend en main la lutte, en développant un large soutien en direction de la population.



# 1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

## novembre

**2 novembre** : à la marche d'Hendaye, malgré l'interdiction de Poniatowski, des milliers de personnes se rassemblent à Bayonne, et crient leur haine pour le régime fasciste de Franco. Drapeaux basques, bannières du FRAP et emblèmes rouges mêlés.

● le gouvernement français accepte l'ouverture d'un bureau officiel de l'OLP à Paris.

● en Espagne, malgré l'agonie de Franco, c'est la continuité, 39 arrestations marquent la fin de la semaine.

**6 novembre** : Giscard est en Tunisie ; sa visite marque une nouvelle politique méditerranéenne de l'imperialisme français, venant après la visite au Maroc et en Algérie.

**11 novembre** : Giscard veut faire oublier la victoire anti-fasciste dont il a supprimé la célébration ; il veut faire confondre toutes les guerres et entretenir, à l'occasion de la célébration de la guerre impérialiste de 1914 - 1918, le chauvinisme et le mythe de «l'intérêt national».

**12 novembre** : le rapport des mines sur la catastrophe de Liévin est publié : ses conclusions sont en totale contradiction avec les accusations lancées par les mineurs de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin.

**16 novembre** : début, à Rambouillet, de la conférence qui réunit les principaux chefs d'Etat occidentaux. Il s'agit de manœuvrer contre le Tiers-Monde, et les USA peuvent se satisfaire des reculs de l'imperialisme français devant leurs pressions.

**18 novembre** : à Saïgon, commence la conférence pour la réunification du Vietnam, qui est une des

exigences les plus chères au peuple vietnamien, après la victoire totale sur les impérialistes.

**19 novembre** : on nous présente comme une réforme extraordinaire le projet de réduction du temps de travail ; mais il s'agit de propositions très limitées, le retour aux 40h étant prévu pour 1980 !

**20 novembre** : les médecins qui le maintenaient artificiellement en vie ont enfin laissé crever la bête fasciste : Franco est mort.

**21 novembre** : la mobilisation est toujours grande en Corse contre la politique réactionnaire et la répression giscardienne. C'est ce que montre le grand succès rencontré par la journée d'action et les manifestations qui se déroulent dans l'île.

**21 novembre** : mission Couve de Murville au Liban. Le ministre français est présenté comme un médiateur au dessus des passions et quand il revient on le montre comme l'artisan de la paix. Mais en réalité, il est allé défendre les intérêts de l'imperialisme français, et comme la reprise des combats le prouve, sa mission n'a en rien fait progresser la paix.

**24 novembre** : Giscard est à Dijon, accueilli par les manifestations des Bourguignons en colère. Il annonce la création du canal Rhin-Rhône et précise ses conceptions réactionnaires sur la «régionalisation» : rien de bon pour le peuple.

**26 novembre** : dans la série des réformettes giscardiennes, le conseil des ministres présente le projet de loi sur la retraite. Les conditions pour en bénéficier sont tellement draconiennes que peu de travailleurs seront touchés.

### LE LIBÉRALISME MUSCLÉ A L'OEUVRE

Les luttes qui se sont développées depuis la rentrée de septembre vont connaître une nouvelle ampleur au cours de ce mois. Alors que début novembre se poursuivent les luttes d'Air France, du Parisien Libéré, de Sovirel, le 13 novembre, les travailleurs de Paris-Rhône occupent leur usine sur la revendication de 250f pour tous.

La bourgeoisie, effrayée par la montée de ces luttes, met en œuvre son «libéralisme musclé» : ● c'est l'envoi systématique des flics qu'affrontent les travailleurs d'Air France - il y aura plusieurs blessés.

● c'est l'enrôlement de commandos de cadres qui avec l'aide des CRS, attaquent les piquets de grève comme à Paris Rhône.

● ce sont aussi les patrons qui tirent sur les grévistes,

à Villers-Cotterêts, dans l'Aisne.

● ce sont les licenciements des ouvriers combattifs et des délégués syndicaux après les luttes (24 licenciements à Paris Rhône) mais aussi les syndicats traînés devant les tribunaux pour fait de grève : la direction d'Air France réclame 1 milliard d'anciens francs aux sections syndicales !

Ces provocations de la bourgeoisie sont lourdes de menaces contre les libertés démocratiques, que les travailleurs ont conquises de haute lutte : droit de grève, libertés syndicales...

Si le libéralisme de Giscard devient de plus en plus musclé pour paralyser la combativité des travailleurs, le pouvoir trouve des appuis importants chez les réformistes du PS et les faux communistes du PCF, dans sa volonté



d'empêcher le mouvement d'ensemble.

En effet, pour trouver parade à la volonté montante d'engager les luttes, la confédération CGT, vite ralliée par la CFDT, a lancé tout au long du mois des journées nationales d'action, branche par branche,

région par région (secteur public, chimie, ...). Cette tactique s'est manifestée par les tentatives d'isoler les luttes alors que les grévistes, comme à Air France et à Sovirel, aspiraient à leur coordination, à l'organisation de manifestations communes.

### la guerre civile en Angola



Le MPLA a proclamé, le 10 novembre, l'indépendance de l'Angola, et la création de la «République Populaire d'Angola», pendant que le FNLA et l'UNITA proclamaient de leur côté la «République Populaire et Démocratique de l'Angola».

Le front qui a pu exister un temps est donc rompu, et la guerre fait rage. C'est une guerre qui est directement fomentée par les deux superpuissances, l'URSS et les USA.

L'URSS intervient grossièrement : elle a inauguré son intervention par des fournitures massives d'armes au MPLA. Elle a envoyé des «conseillers», puis 1200 soldats cubains. De son côté, l'imperialisme US fournit des armes au FNLA et à l'UNITA, pendant que les colonies sud africaines envahissent le sud du pays pour lutter contre le MPLA.

Le soutien unilatéral accordé à chacun des deux camps par les deux superpuissances montre bien qu'elles toutes les deux imposent leur loi dans ce pays qui vient de se libérer du colonialisme portugais. Contrairement aux calomnies, la Chine, qui durant la guerre de libération a fourni son soutien aux trois mouvements de libération, refuse de s'ingérer dans les affaires du peuple angolais.

La seule issue de cette guerre, c'est la libération totale du pays, hors de toute intervention étrangère, et le pouvoir du peuple angolais.

### Portugal: TOURNANT DECISIF

Après le mois d'octobre marqué par les échecs répétés du VI<sup>e</sup> gouvernement social démocrate dans ses attaques contre le mouvement populaire, les trois premières semaines de novembre représentent l'aiguinement des contradictions entre les masses populaires de la région de Lisbonne et ce gouvernement. S'appuyant sur le rejet par les travailleurs de ce gouvernement «terroriste» (qui fait dynamiter Radio Renaissance le 7 novembre), le PCP tente d'imposer un «gouvernement de gauche» en organisant des manifestations (telle celle du 16 nov.). Parallèlement, le Parti Socialiste et le Parti Démocratique Populaire tentent une épreuve de force, appelant à «défendre la liberté et la démocratie par les armes, si nécessaire».

Mais les différentes unités militaires prennent de plus en plus massivement position en faveur du peuple et des travailleurs (les derniers en date étaient les parachutistes). Il était donc devenu nécessaire à la bourgeoisie de remettre de l'ordre dans les casernes afin de pouvoir réprimer le mouvement populaire. Mais n'y parvenant pas, et profitant d'une action dure des parachutistes, Melo Antunes (principal responsable du groupe des

officiers social-démocrates) s'appuie sur les officiers les plus réactionnaires pour déclencher une vaste opération d'élimination des régiments et officiers progressistes. En 24h tout est terminé : l'épuration dans l'armée commence, les perquisitions pour «rechercher des armes» dans les usines, les coopératives, ... se succèdent. Le PCP ne fait rien, ou plutôt il négocie des places de ministres avec l'appui de Melo Antunes.

Deux camps apparaissent au sein de la bourgeoisie : d'un côté la social-démocratie s'appuyant sur le PCP pour tenir en main la classe ouvrière, d'un autre la droite classique préférant employer la répression pour arrêter le mouvement populaire.

Dans les usines, c'est la confusion, après ce que les travailleurs appellent la «trahison du PC», mais aussi la volonté de renforcer les organisations autonomes de la classe ouvrière et du peuple : les commissions de travailleurs et les commissions de moralité. Dans les campagnes, les caciques réactionnaires relèvent la tête et tentent de remettre en cause la réforme agraire.

Le peuple portugais se trouve maintenant face à son ennemi direct : la bourgeoisie et son appareil d'Etat.

### ESPAGNE : L'ARRIVÉE AU POUVOIR DU PANTIN

Juan Carlos, pressenti depuis la mort de Franco, finit par accéder au trône le 27 novembre. Giscard est à la messe de couronnement. Une campagne est lancée pour faire croire à la libéralisation, mais c'est la répression qui continue. «L'indulto» - libération des prisonniers - est une goutte d'eau dans un océan de répression. Le régime fasciste subsiste sans Franco. Mais les contradictions au sein de l'oligarchie, qui s'accroche au pouvoir, se font plus vives. Et les masses populaires luttent avec encore plus de détermination pour l'abattre.

### LE SIONISME CONDAMNÉ PAR L'ONU

A l'ONU, le 11 novembre, par 72 voix contre 35, l'assemblée générale a voté une résolution d'une grande portée, qui affirme que le «sionisme est une forme de racisme». Cette motion a pu surprendre bien des gens, encore sincèrement persuadés que l'Etat sioniste est le refuge des juifs persécutés. D'autant que la campagne qui a été déclenchée en France, comme partout dans les pays capitalis-

tes, a essayé de brouiller les cartes, et de méier contre toute réalité, antisémitisme et antisionisme. Mais le fait a touché l'opinion mondiale : oui, Israël est un Etat raciste, expansionniste, qui opprime le peuple palestinien et rêve de mettre à genoux les peuples arabes. Cette résolution est une victoire pour la lutte de libération que mène le peuple palestinien.



### SAHARA OCCIDENTAL: L'AGRESSION D'HASSAN II

A la fin octobre, Hassan II menaçait d'envahir «pacifiquement» par la «marche verte», le Sahara Occidental. Il envoie des milliers de Marocains à la frontière, puis comme par enchantement, il s'entend avec Juan Carlos pour prendre possession du territoire en échange de concessions à l'Espagne pour l'exploitation des phosphates du Sahara.

Les troupes d'Hassan II vont progressivement investir le territoire et essuyer la résistance qu'organise le Front Polisario, représentant authentique du peuple sahraoui, qui lutte pour l'indépendance totale du Sahara Occidental.



# 1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

## decembre

### OPÉRATIONS POLITIQUES ET POLICIÈRES CONTRE LES LIBERTÉS

En ce mois de décembre, l'opération lancée par le gouvernement à propos des «comités de soldats» et d'un prétendu «complot international», prend une ampleur très importante.

A l'origine, 15 appelés sont inculpés, puis, petit à petit, on arrive à 47 personnes, dont des militants syndicaux, principalement CFDT, mais aussi CGT.

Des perquisitions sont menées, les inculpations incessantes sont annoncées. L'affaire, au début circonscrite à la question de l'armée, prend rapidement une signification plus large : il s'agit pour le gouvernement d'une répression de grande ampleur qui vise les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière. Les inculpations et emprisonnements de syndicalistes au fort de l'Est le prouvent.

A Caen, des perquisitions ont lieu chez des militants syndicaux à propos de l'occupation de Biaupunkt qui, à l'évidence, n'a rien à voir avec l'affaire de l'armée.

La procédure employée par le gouvernement est

une procédure d'exception, sous le secret total de la Cour de Sureté de l'État. Déjà le gouvernement s'est servi cette année de la Cour de Sureté contre les militants bretons et corses. Tout indique qu'il teste, par cette action, la réaction de la classe ouvrière et qu'il est d'une importance décisive de lui opposer une riposte ferme.

La volonté de lutte est grande, dans les sections syndicales. La gauche officielle, dans l'affaire, montre une fois de plus, sa nature réelle. De Marchais à Mitterrand, en passant par Séguy, l'unanimité est faite pour désavouer les emprisonnés, pour nier la solidarité syndicale, pour entériner d'avance les condamnations «s'il y a complot», comme disait Marchais.

Les partis de gauche organisent une manifestation de diversion sur le «charcutage électoral», puis, lors des manifestations du 18, ils essayent de nier et d'étouffer la forte composante qui réclame la libération des emprison-



nés et la levée de toutes les inculpations.

Maire et la direction de la CFDT, dans un premier temps, paraissent tenir compte de la nécessité de la riposte ; mais c'est pour rapidement céder, lors de la réunion des partis de gauche et des syndicats, aux pressions du PS et du PCF. Maire dans une conférence de presse en vient même à désavouer les militants inculpés. C'est ce qui permet au gouvernement de maintenir à la fin du mois, encore 15 personnes en prison, les appelés libérés étant par ailleurs immédiatement

mis aux arrêts dans leurs casernes.

La libération et la levée des inculpations restent les objectifs à atteindre par la mobilisation, en cette fin d'année, au moment où les avocats des inculpés se déclarent prêts à rendre public le contenu des dossiers d'inculpation. Cette publication, montrera l'inanité de l'accusation de «complot».

Ce sera un moyen pour démasquer plus avant la manœuvre de Giscard contre les libertés qui s'incrit dans l'ensemble de la politique bourgeoise contre les luttes ouvrières et populaires qui montent.

**2 décembre :** Journée d'action à l'appel de la CGT et de la CFDT. Dans de nombreuses villes, les travailleurs manifestent dans la rue. La mobilisation inégale reflète les questions posées dans le mouvement de masse des travailleurs : journée pour imposer des négociations, comme disent les directions des syndicats, ou moyen de construire ce mouvement d'ensemble auquel aspirent les travailleurs dans leurs luttes.

**3 décembre :** Le juge Galut, du fond de sa caserne du Fort de l'Est, lance une vaste opération policière : perquisitions dans les locaux syndicaux de la CFDT à Besançon, Chaumont, Bordeaux, au domicile de plusieurs militants. Le résultat en est faible, mais il semble que la police s'intéresse à bien d'autres choses que l'armée (dossiers Lip, par exemple). Les arrestations se multiplient.

**5 décembre :** Dans toutes les villes de France, importantes manifestations contre la répression des soldats et des militants syndicaux.

**6 décembre :** La «gauche» manifeste à Paris... pour le «respect du suffrage universel». Pas un mot sur la répression.

**7 décembre :** Du fait des phalanges, les combats reprennent à Beyrouth : 70 tués en une seule journée, plus de 500 enlèvements. Il devient de plus en plus clair que la droite libanaise cherche la partition du Liban. La Résistance Palestinienne maintient fermement sa position de non ingérence.

**8-9 décembre :** Si certains nourrissent encore des illusions sur l'avènement de la démocratie en Espagne, la police de Juan Carlos se charge de les faire tomber. Les arrestations se succèdent, la police intervient violemment contre les militants du parti socialiste manifestant pour l'anniversaire de leur fondateur.

**9 décembre :** Le gouvernement décide de résoudre à sa manière le déficit de la Sécurité Sociale, en adressant la note aux travailleurs : trois milliards cinq cents millions, c'est ce qu'il veut nous faire payer, sous forme d'augmentation des cotisations en particulier.

**10 décembre :** Le nouveau commis voyageur de l'impe-

rialisme français, un certain Giscard, se rend au Caire. Beaucoup d'usines et d'armes dans ses papiers. Le même Giscard en se rendant à Ismaïlia, au bord du canal de Suez trouve un bon terrain d'accord avec Sadate pour le «règlement du conflit» : le régler sur le dos du peuple Palestinien.

**12 décembre :** Dernière réunion du Conseil de la Révolution au Portugal : le MFA est dissous, les tribunaux révolutionnaires supprimés, la politique interdite dans les casernes. Les militaires progressistes sont pourchassés, le gouvernement portugais s'essaye à la «normalisation».

● A Brandt-Lyon, toute l'usine est en grève, comme leurs camarades de la Roche-sur-Yon. Revendication principale : 300 f pour tous. Lundi, le mouvement se poursuivra.

**15 décembre :** Nouvelle vague d'arrestations et d'interpellations dans toute la France, au moment même où la gauche et les syndicats se recontraient pour...oublier les militants emprisonnés.

**19 décembre :** Chirac entame sa tournée aux Antilles et en Guyane. Malgré les images d'Épinal que presse et télé en montreront, sa tournée n'aura rien de triomphal. Ce sont les manifestations de ces peuples qu'il aura à affronter.

**21 décembre :** Un commando du «bras de libération arabe» investit une réunion des ministres de l'OPEP. L'OLP désavoue l'action. Les réactions des capitales arabes sont mitigées. L'équipée du commando se finira à Alger, et sera l'occasion de relancer le roman «Carlos».

**22 décembre :** Un 47<sup>e</sup> militant est inculpé devant la Cour de Sureté de l'État. Les militaires «libérés» sont mis aux arrêts de riqueur...

**26 décembre :** Les avocats des inculpés publient un communiqué dans lequel ils se déclarent prêts à ouvrir les dossiers, pour en montrer le vide.

**29 décembre :** A l'occasion d'une action des travailleurs des presses de Renault, la direction se livre à un véritable coup de force : elle évacue les presses.

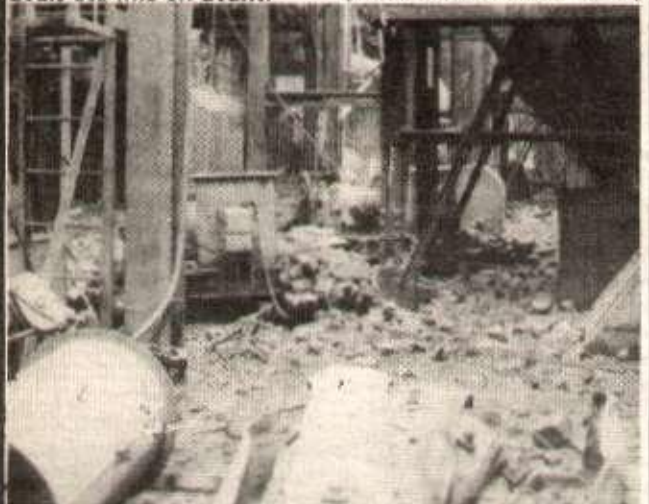
● En Inde, 700 mineurs sont bloqués au fond de leur mine. On a peu d'espoir de les sauver.

#### SACILOR : 3 OUVRIERS TUES !

#### SMN CAEN : 1 OUVRIER ECRASE !

#### LIEVIN UN AN APRES LA CATASTROPHE

Déjà, depuis la rentrée, à la suite de l'inculpation de quelques patrons responsables de la mort d'ouvriers, le problème des «accidents» du travail avait été mis en avant.



Le 6 décembre, à 8h30 du matin, une cheminée de haut-fourneau à Sacilor Rombas s'écroule. Des 11 ouvriers ensevelis sous les débris, on retire 3 morts. Un quart d'heure plus tard, au moment de la pause café, des dizaines de travailleurs se seraient rassemblés à cet endroit précis. La direction savait qu'il y avait risqué. Les travailleurs n'en étaient pas informés. Les ouvriers de l'usine débrayent immédiatement, et le lendemain, toute l'usine est bloquée. La colère est grande chez les sidérurgistes lorrains, ils veulent que la vérité soit dévoilée.

Le 8 décembre, 11h du matin à la SMN, un jeune ouvrier de 20 ans est écrasé entre deux wagons, alors qu'il les manœuvrait. Ce n'est pas le premier accident dans cette usine.

Et c'est Giscard qui a donné le ton en préchant la conciliation : «Partageons nos difficultés, serons nous les coudes». C'est clair que l'impérialisme veut non seulement faire payer sa crise à ses propres ouvriers, mais aussi aux pays du Tiers-Monde.

Cependant, ce sont, bien entendu les USA qui vont mener la danse pour les pays impérialistes.

Leur tactique : d'une part rejeter les difficultés de l'impérialisme aujourd'hui sur les pays producteurs de pétrole en les invitant «à être constructifs et non agresseurs du système économique mondial» ; d'autre part, essayer de diviser le Tiers Monde en opposant les pays producteurs de pétrole à un soi disant «Quart Monde» dénué de richesses.

MAIS les pays du Tiers Monde qui devront se montrer vigilants se préparent à la lutte : pour s'opposer à l'échange inégal et un pillage de leurs richesses.

Pour cela à l'initiative de l'Algérie, ils ont proposé

#### conférence Nord-Sud :

#### MANOEUVRES EN REcul DE L'IMPERIALISME

La conférence Nord-Sud qui s'est ouverte au cours de ce mois marque une nouvelle étape dans la lutte des pays du Tiers Monde contre le pillage de leurs richesses et l'échange inégal.

Si les pays impérialistes ont été contraints de s'asseoir à la table de négociations, ils n'entendent pas céder sans manœuvres à la volonté du Tiers Monde.

Et c'est Giscard qui a donné le ton en préchant la conciliation : «Partageons nos difficultés, serons nous les coudes». C'est clair que l'impérialisme veut non seulement faire payer sa crise à ses propres ouvriers, mais aussi aux pays du Tiers-Monde.

Cependant, ce sont, bien entendu les USA qui vont mener la danse pour les pays impérialistes.

Leur tactique : d'une part rejeter les difficultés de l'impérialisme aujourd'hui sur les pays producteurs de pétrole en les invitant «à être constructifs et non agresseurs du système économique mondial» ; d'autre part, essayer de diviser le Tiers Monde en opposant les pays producteurs de pétrole à un soi disant «Quart Monde» dénué de richesses.

MAIS les pays du Tiers Monde qui devront se montrer vigilants se préparent à la lutte : pour s'opposer à l'échange inégal et un pillage de leurs richesses.

Pour cela à l'initiative de l'Algérie, ils ont proposé

que les 4 commissions (matières premières, Énergie, Finances et Développement) décident d'un ordre du jour préalable et avancent d'un même pas.

Car si les pays impérialistes sont décidés à aller vite sur les problèmes de l'énergie et des matières premières, pour s'assurer leur approvisionnement, ils souhaitent faire trainer sur les questions monétaires et le développement.

En effet, le système monétaire aux seules mains des impérialistes, permet à ces derniers d'exporter leurs difficultés : c'est ainsi que le pétrole dont le prix en dollars est fixe depuis 1973 a perdu 13% de sa valeur du fait de la dévaluation du dollar. Par le jeu des fluctuations des monnaies, l'écart entre les prix des matières premières et ceux des produits industriels s'accroît, défavorisant considérablement le Tiers Monde.

On comprend toute la nécessité pour les pays du Tiers Monde de refuser le paiement en monnaie de singe et imposer un taux de change fixe : la lutte sur ce point sera rude dans la mesure où les six réunis à Rambouillet s'étaient mis d'accord pour s'y opposer (y compris la France qui s'est une nouvelle fois alignée sur l'impérialisme US).

Face aux inévitables manœuvres de division des pays impérialistes, les pays du Tiers Monde devront préserver leur unité.

#### Clark, DBA: les CRS contre les ouvriers

Coup sur coup, le libéralisme giscardien montre son vrai visage : le 16 décembre, 300 CRS envahissent l'usine Clark à Strasbourg, «pour permettre aux cadres de travailler». Il s'agissait en fait de permettre le déménagement aux USA de 11 milliards de machines.

Le lendemain c'est contre les travailleurs de DBA, à Angers, que les CRS sont lâchés. Les ouvriers occupaient leur usine depuis le 9, en exigeant 300 F d'augmentation.



politique

MESURES POUR LA FAMILLE

une demagogie qui s'essouffle

Suite de la une

Mais ces mesures, ces projets tentent seulement de résoudre ponctuellement certains problèmes, au coup par coup, et encore de façon pas toujours satisfaisante. Certains ne sont-ils pas à l'état de projets encore vagues, d'autres n'auront-ils pas des conséquences graves sur le chômage des femmes, et le service militaire, qui seront en fin de compte néfastes pour la classe ouvrière ?

En aucune manière, ces mesures ne résolvent les problèmes fondamentaux qui se posent aux familles de travailleurs aujourd'hui.

Les causes véritables de la baisse de la natalité, le gouvernement les connaît, et sait très bien quelles sont les conditions de vie insupportables des travailleurs : le manque d'équipements collectifs (crèches, ...), le logement dans les villes où rien n'est prévu ni pensé pour les enfants ; la baisse du pouvoir d'achat et aussi le manque de perspectives dans cette société pourrie

L'absence d'une politique de la famille, qui résolve ces problèmes, c'est bien un aveu de faiblesse.



le detail des mesures ...

«CRÉATION D'UNE PRESTATION UNIQUE POUR LES FAMILLES LES MOINS «FAVORISÉES». Cette nouvelle allocation serait la fusion des différentes prestations familiales (salaire unique, frais de garde, allocation de la mère au foyer...). Elle simplifierait le système actuel et serait versée, sans tenir compte du fait que la mère travaille ou non, à tous les ménages dont les ressources n'excèdent pas un certain plafond, donc aux familles modestes.

Cette mesure importante n'interviendra pas avant 77. Comment va être calculé ce plafond ? C'est lorsqu'il sera fixé que l'on pourra juger.

GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM POUR LES MÈRES SEULES. Ce revenu sera de 900 F par mois, plus 300 F par enfant à charge. Les mères dont le revenu réel est en dessous, recevront donc une allocation égale à la différence, cela pendant un an ou tant que le plus jeune enfant n'aura pas atteint trois ans. Ce sont les veuves, divorcées ou séparées, les mères célibataires qui en bénéficieront. Le projet de loi instituant cette allocation serait déposé d'ici l'été 76.

seulement 30 000 personnes environ y auront droit.

EMPLOI DES MÈRES DE FAMILLE. Le gouvernement incitera les employeurs (et s'il le faut, fera voter une loi d'ici deux à trois ans) à garantir son réemploi à une mère qui cesserait son travail pendant deux ans pour élever son enfant. Actuellement, une femme qui ne reprend pas son travail à la fin de son congé de maternité, conserve seulement une priorité d'embauche et non la garantie de retrouver son emploi.

Dans la fonction publique, où elles bénéficient déjà de cette garantie, elles conserveront, fait nouveau, leur droit à l'avancement d'échelon.

Celles qui adoptent un enfant, auront droit à un congé de huit semaines.

On peut se demander si ces deux mesures, qui soulageront certes, les femmes du peuple, ne reviennent pas,

par la même occasion, à retirer certaines femmes du marché du travail.

Pour les femmes seules, certaines, assurées de recevoir un revenu minimum pendant un an, s'arrêteront-elles de travailler ? Quant à celles qui désirent élever leurs enfants, avec l'assurance de retrouver leur emploi, peut-être hésiteront-elles moins à s'arrêter pendant deux ans ? Cette mesure, qui permettra aux femmes ouvrières de souffler un peu, pourrait aussi permettre au gouvernement de camoufler habilement un certain nombre de chômeuses et d'éviter de développer les équipements collectifs. Pour le moment, ces mesures restent encore floues, car il ne s'agit que d'inciter les employeurs, non de les obliger.

DISPENSE DU SERVICE NATIONAL POUR LES PÈRES AGÉS DE MOINS DE 22 ANS. Là encore il faudra un projet de loi.

Cette mesure toucherait aujourd'hui un petit nombre de jeunes gens.

Cette mesure qui ne coûte rien au gouvernement vise à la fois à répondre à un certain mécontentement par rapport à l'armée, tout en incitant les jeunes à se marier et à avoir des enfants plus tôt.

AIDE AU LOGEMENT  
o Révision des normes d'accès qui permettraient par exemple à une famille de 4 personnes d'avoir un cinq pièces et entraîneraient l'accroissement de la construction des logements de grande dimension.

o Construction dans ces ensembles de 20 % de logements pour personnes seules (ce qui permettrait à des grands parents d'habiter près de leurs enfants).

o Extension des prêts aux jeunes ménages : ces prêts, accordés sous condition de revenus suffisants, et réservés jusqu'alors aux assurés sociaux du régime général, seront étendus à de nouveaux jeunes ménages de ressources modestes (agents de l'état, agriculteurs, cheminots.)

RELÈVEMENT DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À L'UNAF.

EFFORT ACCRU POUR LE DÉVELOPPEMENT DES LOGEMENTS ET DES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Dès 1976, l'état, la sécurité sociale et les collectivités locales accorderaient des crédits à la construction, dans les HLM, de logements de grande taille, ainsi que d'équipements collectifs (crèches, garderies, centres sociaux...)

A noter que cette mesure, qui serait une des plus impor-

tantes si elle entrait dans la vie, ne comporte rien de précis ; aucun chiffre n'est avancé.

CRÉATION D'UN STATUT DE NOURRICES ET GARDIENNES D'ENFANTS

Encore un projet de loi pour 1976 qui accordera aux gardiennes un salaire minimum de deux fois le SMIC horaire par jour et par enfant, des congés payés et diverses autres garanties.

interview de m<sup>e</sup> weil

membre du collectif des avocats

recueilli par Eric BRÉHAT

QDP : Comment s'est organisée la défense, en particulier, comment en est-on arrivé à ce collectif ?

R. : En tout cas, la position du gouvernement a permis une cohésion absolue de la défense. L'accusation est tellement outrancière qu'au niveau où nous sommes, il ne peut pas y avoir de difficultés. Nous avons tenu à faire précéder le communiqué de cette petite phrase « quelque soit la diversité des actes posés par leurs clients respectifs ».

QDP : Vous êtes avocat de la CFDT. Or, durant la même période que les vagues d'interpellations puis d'inculpations, il y a eu d'autres attaques contre le mouvement syndical, contre la liberté de s'associer, de faire grève. Ces attaques — par exemple à propos de l'occupation de Blaupunkt — ont visé essentiellement la CFDT. Cela se répercutera-t-il sur la défense ?

R. : Tout d'abord, on a besoin de connaître la composition définitive du dossier. Peut-être aura-t-il 2000 pages en définitive. Mais il est certain qu'il y a une opération politique contre la CFDT. ... Bref, on peut dire dès maintenant qu'il y a un règlement de compte vis à vis de la CFDT. Il y a eu les perquisitions dans les UL. A Besançon, la police a consulté des dossiers strictement syndicaux, ce qui nous a obligés à protester auprès du juge d'instruction.

QDP : On peut se de-

Au moment où Giscard avait le cynisme de souhaiter ses vœux «à ceux qui sont retenus au loin, ou privés de liberté», douze des quarante sept militants poursuivis devant la cour de sûreté étaient encore emprisonnés, après la libération, mercredi, de deux d'entre eux (B. Marielle et O. Noak). Nous publions aujourd'hui la suite de l'entretien avec Jean Louis Weil, membre du collectif de défense des militants inculpés.

mander s'il faut seulement parler de règlement de compte vis à vis de la CFDT. Ces perquisitions dont vous parlez montrent d'ailleurs qu'il s'agissait d'une opération bien plus large. Sur quoi la police s'est-elle particulièrement attardée ?

R. : Voilà comment la police présente les choses, lors de perquisitions : « Nous savons très bien que nous n'allons pas tout trouver bien rangé dans un «dossier armée», alors nous sommes obligés de regarder un peu partout ». Pour ces messieurs, il fallait essayer de trouver du «secret», des correspondances, par exemple, puisque jusqu'à présent, ils n'avaient rien pour accrédi- ter la thèse du complot. Alors, ils ont été chercher loin, au domicile des dirigeants, par exemple, ou dans le dossier Lip. A Besançon, cela a été particulièrement systématique et grave, mais cela s'est produit ailleurs aussi. Ceci n'a d'ailleurs été permis que par les moyens énormes dont dispose la cour de sûreté. Mais lorsqu'ils ont été jusqu'à emmener des documents, qui visiblement n'avaient rien à voir avec l'instruction, nous avons réagi.

QDP : Quels sont ces

les hausses de janvier

HAUSSE DES PRIX

loyers : immeubles de province de la catégorie IIA	+ 5%
SNCF : tarifs marchandises	+ 8%
tarifs voyageurs	+ 8%
dès le 6 jan. 76	
téléphone : communication	+ 11,4% (de 35 à 39c)
abonnement mensuel à Paris	de 35 à 39 F
télégrammes :	+ 28,6%
taxes internationales PTT :	+ 30%
télévision : redevance	+ 15F (155F) noir et blanc + 25F (235F) couleur
PMU : le tiercé passe de	3 F à 5 F
assurances autos :	7,5%
produits laitiers frais :	+ 3%
biscottes :	de 3 à 5%
récepteurs télévision :	+ 4%
appareils d'équipement ménager :	de 2 à 4%
livres (autres que scolaires) :	+ 6%
tissus :	de 1 à 3%
agendas :	de 5 à 7%
conserves de champignons :	+ 2%

HAUSSES IMMINENTES

EDF : elle pourrait être de	5% pour le gaz 14% électricité + 5% environ
automobiles :	
tabac : les «Gauloises» passeraient à 2F, les «Gitanes» à 2 F 50	
alcools :	+ 14%
de plus, l'argent déposé dans les Caisses d'Épargne n'aura plus qu'un intérêt de 6,5% par an au lieu de 7,5%	

recueilli par Eric BRÉHAT assister. Il y a eu des atteintes. Tout d'abord, au sujet du décret d'octobre 75, qui accorde automatiquement le régime spécial aux détenus poursuivis devant la cour de sûreté. Le juge d'instruction n'a pas osé demander la non-application de ce décret. Il en avait le droit, mais n'aurait pu le justifier. Mais il a procédé autrement : par exemple, pour les trois responsables CFDT inculpés, qui auraient dû être regroupés -c'est l'objet même du décret-, ils ont été éparpillés, l'un à Fresnes, l'autre à la Santé, le troisième à Fleury. De fait, on leur a interdit de se réunir, ce qui est inadmissible.

Autre atteinte aux droits de la défense : au début, nous ne disposions que du dossier de chacun de nos clients. Or, il est bien évident que, dans cette affaire, le minimum est d'avoir connaissance de l'ensemble du dossier ( que l'avocat général a d'ailleurs, auparavant, filtré ). Il a fallu nous battre pour en disposer, Mr Gallut arguant de problèmes de personnel pour la photocopie. Cela nous a d'ailleurs valu une scène assez cocasse, le juge Gallut ayant finalement réuni devant nous le personnel du fort de l'Est pour organiser le photocopiage des pièces du dossier... Mais l'atteinte la plus grave est encore la mise au secret des soldats, l'impossibilité de communiquer avec eux. Être obligés de s'adresser au ministère de la défense pour assurer la défense de prévenus est une chose paradoxale mais grave.

QDP : Pour en revenir aux problèmes de la défense, la mise aux arrêts de rigueur des soldats libérés est une atteinte à leurs droits. Y en a-t-il eu d'autres ?

R. : Il faut entendre droits de la défense au sens large, c'est à dire aussi bien au niveau des inculpés. Ce qui est d'autant plus important dans une affaire politique, où notre rôle est limité à les



**lutttes ouvrières**

**LES «DÉFENSEURS DES LIBERTÉS» A L'OEUVRE, A LA SNECMA :**

Quatre travailleurs, employés par le Comité d'Établissement de la SNEC-CORBEIL, viennent d'être licenciés. Ils avaient été embauchés depuis mai 1975 par l'ancienne direction du CE pour compenser l'augmentation de la charge de travail... Depuis, la majorité du CE est tombée aux mains de la CGT et de FO qui normalisent l'équipe. Non content de licencier des travailleurs (un comble pour un «organisme social» !), la majorité du CE (CGT et FO) a pris comme prétexte : «essai non satisfaisant» ; alors qu'au terme de la Convention Collective de la Métallurgie qui les régit, leur essai ne dure qu'un mois. Par ailleurs, cela n'est plus alors considéré comme «licenciement» et n'entraîne donc ni préavis, ni indemnité de chômage ! Avant même d'avoir reçu leur lettre de «remerciement», ces travailleurs ont été avisés qu'ils ne seraient plus payés (en date du 18 décembre). Pour les

licenciés, les conséquences financières et morales sont lourdes ; la plupart restent sans un sou avec des enfants à charge !

Dans une déclaration, le Comité de Soutien aux licenciés du CE de la SNECMA-CORBEIL qui s'est constitué avec l'appui de militants CFDT, rappelle «qu'aucune faute professionnelle n'a pu leur être reprochée et qu'ils ont été remerciés du jour au lendemain, sans indemnité, ce qui est pour le moins surprenant de la part d'organisations syndicales qui veulent défendre les intérêts des travailleurs». «Ces mesures, ajoute-t-il, se justifient d'autant moins que la charge de travail est loin d'être résorbée à l'heure actuelle. On peut parier que dans les prochains mois, les postes supprimés seront de nouveau nécessaires pour faire face à la masse de travail de ce Comité d'Établissement, qui offre ses services à 4500 travailleurs».

**la «surprise» de «l'Humanité»**

« Une cave de vinification de Toulouse, la «Sicavins» (coopérative vinicole), située au nord de l'agglomération toulousaine, a été occupée, lundi, peu après 16 heures, à l'occasion d'une opération-surprise des viticulteurs ».

*C'est ainsi que «l'Humanité» rend compte d'une action des viticulteurs lors des manifestations de lundi ; seulement, il manque quelques précisions à cette information pour être vraiment complète. Le quotidien révisionniste ignorait-il que le PDG de cette coopérative se nomme Jean Doumeng, qu'il est conseiller général de la Haute Garonne, membre éminent du PCF et...MILLIARDAIRE. Ajoutons que les manifestants n'ont pas seulement occupé la cave de Doumeng, mais qu'ils ont également brisé des cuves et répandu une centaine d'hectolitres de vin.*

*Les manifestants ne devaient pas l'ignorer, mais ils ne se sont pas laissés abuser par l'étiquette, ils savent que Doumeng est un de ceux qui tirent profit de leurs difficultés pour s'enrichir.*

*On attend de l'Humanité des précisions sur cette «opération-surprise».*

A juste titre, le Comité de Soutien se fonde sur le fait que «des travailleurs ne comprennent pas ces licenciements» et aide au développement de la lutte pour conserver l'emploi des employés du CE.

Pour tout soutien : écrire J. MOSNIER 112 rue de Gournay à...Corbeil - Essone

Envoyer des fonds : CCP Mme MOSNIER 31 976 39 K La Source

Dès le début de l'action des travailleurs des Presses, le P«C»F - Renault et ses «antennes» dans la CGT, notamment le permanent syndical Sylvain, délaissaient les revendications, l'intégration d'une prime de risque de 65 F dans le salaire... Leur souci croissant au fil des jours, c'était : «préservé l'outil national». Pour quelques lignes de l'Huma consacrées au sort des immigrés de l'île Seguin, les outils sortis de Renault par une entreprise de Vitry ont eu droit, eux, à un traitement de «stars» ! Photographies sous toutes les coutures (comme Delon dans France-Dimanche) les pièces des presses ont fait trembler d'émotion les révisionnistes : «elles s'abîment à Vitry, alors qu'en 71, pendant la grève, on graissait avec soin nos outils !».

Et, «ce n'était même pas du personnel d'encadrement Renault qui a assuré le déménagement, mais une entreprise extérieure». Quel scandale, on ôte littéralement le pain de la bouche... aux collègues de Nogrette et Tramon, de sinistre mémoire. Elle est décidément, bien grande la préoccupation du P«C»F pour ce qu'ils souhaitent être le futur patrimoine à gérer dans leur projet de capitalisme d'Etat...

Il faut dire que lorsqu'on propose pour solutionner les problèmes des travailleurs la «constitution d'un trust national de la machine outil, intégré à Renault», comme la Fédération des Métaux CGT que domine les révisionnistes, on ne tient pas à ce que... les propres machines outils de Renault prennent des ailes !

**LES FRAYEURS DU P«C»F - RENAULT**



**restructuration à Rhône Poulenc : 500 licenciements**

La liquidation du secteur textile de Rhône-Poulenc continue. Aujourd'hui, il s'agit de faire passer l'usine

de Belle-Etoile du secteur textile au secteur pétrochimie.

Ce seront les travailleurs qui feront les frais de cette restructuration, le PDG de Rhône-Poulenc-Textile, M. Mollard, en a déjà donné quelques exemples lors du dernier Comité Central d'Entreprise :

- aucun investissement créateur d'emplois n'est prévu ;
- le plan de licenciement prévu continue : 500 emplois à supprimer ;

- aucune garantie sur l'arrêt du chômage partiel ;

- de plus la direction étudie les moyens de diminuer «les coûts de production» : suppression d'emplois, chômage partiel, mutations obligatoires, travail à mi-temps pour les femmes, etc..

La relance de Giscard, nous en voyons bien les effets.

Rhône-Poulenc a reçu pour 75 une aide de 15 milliards de la part de l'Etat, ce cadeau va lui permettre de mener à bien son plan de restructuration. Ce sont bien sûr les travailleurs qui devront en subir les conséquences, mais c'est sans compter sur la riposte de la classe ouvrière ; la grève de la traction à Belle-Etoile en est un exemple. Déjà depuis le début du dernier trimestre, les travailleurs sont entrés massivement en lutte contre les effets de cette politique de restructuration. La lutte contre le chômage partiel a connu une ampleur sans précédent arrivant même à faire reculer les projets de la bourgeoisie dans certains cas.

**plusieurs centaines de travailleurs menacés de licenciement à Dijon**

La «relance» ne semble pas trop se faire sentir aux alentours de Dijon. Quand on voit tous les projets de licenciements qu'ont plusieurs patrons de la région, on aurait plutôt envie de parler de la relance... du chômage.

Jugées trop peu rentables, ou nécessitant une restructuration, des entreprises sont liquidées, les travailleurs renvoyés chez eux.

A l'usine Hoover, la direction veut arrêter la fabrication des machines à laver. Elle veut licencier près de 200 ouvriers sur les 500 qui y travaillent à la production. La

**conte vietnamien**

**LE REIGNE D'IVOIRE**

Nous étions tous fatigués et les camarades agents de liaison nous laissèrent nous reposer jusqu'au matin. Plusieurs d'entre nous ne se donnèrent pas la peine de mettre leurs hamacs, ni même d'étendre leurs morceaux de nylon. A peine allongés sur le sol, la tête sur leur sac, ils ronflèrent bruyamment. Pour moi, je restais à rêvaser.

Je me vis de retour dans mon village. Evidemment ce n'était plus comme auparavant. Les habitants avaient été chassés de leurs maisons et rassemblés de force dans les camps de concentration. Ils détruisaient ces prisons camouflées pour rentrer chez eux, mais ne retrouvaient plus leurs jardins et leurs vergers. C'était ce que j'avais entendu dire, mais je n'arrivais pas à me l'imaginer. Je me remémorais l'ancien paysage, ma dernière visite avec Sau, la scène d'adieu, le peigne promis à l'enfant et que je gardais encore dans ma poche. Pendant que ces images passaient en désordre dans mon esprit, je me reprenais à penser aux camarades restés sur les lieux de l'embuscade et particulièrement à la jeune conductrice. Elle et les autres, qu'étaient-ils devenus ? Je finis par céder à la fatigue et m'endormis.

A un moment donné, des bruits de pas, des voix et des rires me réveillèrent en sursaut.

Dans le ciel s'élevaient de longs nuages comme si la nuit étalait lentement ses voiles sur la rizière. Je vis un groupe de gens en conversation animée. Je n'entendais pas bien ce qu'ils disaient mais ils se racontaient certainement des histoires passionnantes. Parmi eux, se trouvait la jeune conductrice, les vêtements trempés et couverts de boue. Ainsi ils étaient bien rentrés après le combat.

Je m'approchai juste au moment où ils se séparaient. C'est maintenant seulement

que je pouvais bien regarder la jeune fille. Elle venait d'affronter l'ennemi et de sortir d'une situation dangereuse, pourtant son visage restait frais et radieux. Je ne lui donnais pas plus de vingt ans. Plus âgée, elle n'aurait pas eu ce regard limpide et lumineux et cet air candide avec ses boucles, d'oreille. Elle s'approcha de moi et j'éprouvai subitement le désir de lui exprimer mon affection et mon admiration, et également de la remercier. Je la saluai en souriant et lui demandai pour faire connaissance :

- Ah, mon enfant, j'ai été bien inquiet pour vous. Voyons, quel est votre rang dans la famille ?

- Je suis l'aînée, mon oncle.

- Mais pourquoi ai-je entendu des camarades vous appeler «sœur cadette». Peut être que...

- Non, mon oncle, m'interrompit-elle. Je suis à la fois l'aînée et la cadette : c'est que je suis enfant unique.

- De quel village êtes-vous ? J'ai l'impression que je vous ai déjà vue.

- Je suis de l'île de Gieng, mon oncle.

Je sursautai au nom du village. En regardant ses yeux, je sentis mon cœur battre à grands coups et je la pressai de questions.

- N'est-ce pas l'île de Gieng du district du Nouveau Marché, dans le Long Chau Sa ?

- C'est cela, mon oncle ?

- Je m'appelle Thu.

- Thu ? répétais-je, abasourdi. Votre père est le camarade Sau et votre mère madame Binh, n'est-ce pas ?

La jeune fille resta stupéfaite au point d'en perdre la parole. Elle ouvrit de grands yeux en me toisant du regard. A ce moment, les camarades agents de liaison de la station D. A. appelèrent les voyageurs pour se préparer à reprendre la route. Je ne leur fis pas attention et me retournai pour leur dire :

- Attendez-moi un instant. (à suivre)

**Dubois Besançon**

L'entreprise Dubois à Besançon est une petite boîte de sous-traitance fabriquant des pièces de précision. Prétextant qu'« il n'y a pas de travail pour tous », le patron voudrait mettre au chômage technique 6 ou 7 ouvriers. Tous les travailleurs, avec leur syndicat, sont bien décidés à s'y opposer, car ce chômage technique pourrait facilement se transformer par la suite en licenciements. Déjà, pendant une première lutte, ils avaient obtenu une augmentation de 5%, et la réduction du temps de travail à 40 heures payées 43. Aujourd'hui, pour imposer que leurs camarades continuent à travailler, ils demandent une réduction d'horaire, toujours sur la base de 43 heures payées.

Très unis, ils sont déterminés à vaincre !

Corr. Besançon.

direction a convoqué la section CFDT de l'usine. Elle tiendra sans doute un petit refrain devenu classique : « les difficultés se multiplient, la concurrence est acharnée, si vous voulez sauver l'entreprise, il faut accepter ces licenciements, etc. ». Mais les travailleurs savent bien que ces licenciements ne risquent pas de toucher le patron. Déjà plus d'une centaine de leurs camarades sont partis ces derniers mois, la semaine a été réduite à 24 h.. La situation à Coffral, une autre usine de Dijon montre bien aussi de quelle relance il s'agit ! L'entreprise, fondée en 1934, va fermer ses portes dans trois mois et demi. C'est ce qu'a annoncé son PDG aux délégués CFDT de l'usine. Malgré

la «réussite» que ce patron a connue (coffrages et armatures métalliques pour le Parc des Princes, le Tunnel du Mont-Blanc, les Jeux Olympiques de Montréal, etc.) ce qui compte pour lui aujourd'hui, c'est de mettre à l'abri les profits qu'il a réalisés. Le sort des travailleurs ne compte pas. Il préfère développer ses affaires de son bureau d'étude à Lyon et assurer la sous-traitance de la production. Mais les travailleurs refusent ce projet. A l'annonce des prochains licenciements ils ont aussitôt débrayé, soutenus par les ouvriers des autres usines et l'Union Départementale CFDT. Mais d'autres menaces se précipitent à Dijon, on parle de 700 licenciements à Bourgo-gne Electronique...



# L'ENERGIE NUCLEAIRE

Les « accidents » dus aux éléments radioactifs sont bien plus fréquents qu'on ne le pense. Ils concernent principalement les travailleurs du nucléaire, dans les quatre étapes principales du « cycle » nucléaire : les mines d'uranium, la fabrication des combustibles (traitement du minerai d'uranium et enrichissement de l'uranium), centrales nucléaires, traitement des « déchets », c'est à dire des combustibles irradiés.



Dans l'usine de retraitement de La Hague, les combustibles irradiés sont immergés au fond de piscines. Ce sont les cylindres que l'on distingue.

de combustible, renvoyé vide vers une centrale, contenait encore une cartouche de combustible. Elle était passée inaperçue...

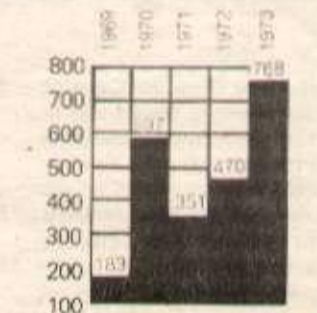
Dans les centrales nucléaires, à propos desquelles nous avons déjà mentionné l'importance des « incidents » dus à des ruptures ou des fuites de canalisations (cela se produit surtout dans les échangeurs de chaleur, dont chacun des 66 exemplaires commandés à Westinghouse comportait des tubes percés...) l'irradiation va croissante avec l'ampleur de ces centrales. Nous publions ci-contre un graphique indiquant l'évolution de l'exposition des travailleurs dans les centrales à eau légère aux Etats-Unis, de 1969 à 1973.

Dans les mines, la concentration en uranium étant très faible, l'irradiation n'est pas le danger principal. Par contre la contamination par absorption de gaz radioactif comme le radon est tout à fait réelle, provoquant en particulier des cancers dans l'appareil respiratoire. Les instruments de contrôle étant très rares, les effets de la contamination sont observés « à posteriori », lorsque les travailleurs sont atteints. Il faut noter à ce sujet que dans un avenir proche, l'uranium français proviendra essentiellement de pays africains (Niger et Gabon), ce qui est l'occasion pour les responsables du CEA de se laver les mains des accidents pouvant survenir dans ces mines, leur responsabilité n'étant pas engagée...

après son utilisation, les quantités de matériau radioactif sont par contre très importantes, les risques sont donc réels. Certains postes de travail exigent l'emploi de tenues spéciales qui demandent une demi-heure pour être endossées... Etant donnée l'importance du programme nucléaire adopté par le gouvernement français, il est à prévoir une importante intensification du travail dans ce domaine, pour que la production de matériaux actifs reste « compétitive ». La rentabilité s'obtiendra, selon la logique capitaliste, aux dépens de la sécurité. A ce sujet, l'exemple de l'usine

de traitement des combustibles irradiés de la Hague est édifiant. Cette usine, qui doit devenir l'usine modèle de retraitement, pour les produits de toutes les centrales françaises, emploie déjà 350 travailleurs intérimaires pour 850 travailleurs du CEA. Et leur proportion ne cesse d'augmenter. Or ces travailleurs intérimaires, au sujet desquels le CEA ne reconnaît aucune responsabilité, n'ont souvent aucune formation, ignorant les dangers qu'ils encourrent et que leur travail peut provoquer. Récemment, un convoi de containers de plomb pour le transport des cartouches

à suivre) dose par centrale en h.rem.



Sur ce graphique est indiquée la progression de la dose d'irradiation que reçoivent les travailleurs des centrales américaines de type PWR (celles qui se construisent en France). La mesure est faite en «homme-rem». Le rem étant une mesure de nocivité des radiations, 100 h.rem signifiant que cent travailleurs ont reçu un rem, ou que cinquante en ont reçu deux.

## comment s'attaquer aux indigestions

La coutume fait qu'en ce début d'année, on se retrouve entre amis autour d'une table bien garnie. Les ennuis de digestion les jours suivants ne sont pas rares : la tête qui tourne, la pâleur, la sensation de «jambes de coton», l'envie de vomir, ou les maux de tête, parfois une diarrhée.

Un seul remède : la diète. Selon l'importance des troubles ressentis, c'est à chacun d'adapter son régime. Il faut éviter d'abuser de graisses, de féculents, d'alcool, de tabac, dès les premiers signes d'indigestion. Il vaut mieux manger des viandes grillées, des légumes verts, et boire abondamment au moins deux litres par jour de bouillons de légume, d'infusions (genre verveine), de jus de fruits. Il existe un médicament, le sorbitol, sous différentes formes (ampoules buvables, poudre...), qui fait sécréter la vésicule biliaire et accélère la digestion. On peut l'associer à du jus de citron (qui dans certains cas fait vomir, et donc soulage).

Enfin, il faut éviter de prendre froid et manger de nouveau normalement dès qu'on a envie, sans faire de nouveaux excès. Si les signes d'indigestion sont accompagnés de douleurs, de fièvre, de diarrhée importante, ces mesures ne sont plus suffisantes, et il faut consulter un médecin.

Docteur QdP

## programme

VENDREDI 2 JANVIER

TF1  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MICHEL Strogoff  
22 h 00 - SHOW  
POLNAREFF  
23 h 00 - ACTUALITÉS

A 2

20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - «FAISONS UN RÊVE»  
22 h 00 - APOSTROPHES  
22 h 45 - ciné-club : SPÉCIAL MELIÈS  
24 h 00 - JOURNAL

FR 3

20 h 30 - magazine, FAITS DIVERS  
21 h 20 - «LA BATAILLE D'ORLÉANS»  
22 h 10 - ACTUALITÉS

SAMEDI 3 JANVIER

TF1  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - NUMÉRO 1 : MICHEL DELPECH  
21 h 30 - SHAFT  
22 h 25 - à bout portant : PIERRE ETAIX ET ANNIE FRATELLINI  
23 h 20 - JOURNAL

A 2

20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTI-SANES  
22 h 05 - DIX DE DER  
23 h 35 - JOURNAL

FR 3

19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - LES PETITS PAPIERS DE NOËL  
20 h 30 - LES PEUPLIERS DE LA PRETAN-TAINE  
21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES  
21 h 50 - JOURNAL et fin

C'est à l'époque où les expulsions sont interdites que la télévision daigne s'intéresser à ce problème. Le magazine de FR3, ce soir à 20 H 30 y est consacré. Fait sous forme d'enquêtes, à propos de cas d'expulsions réels, son but est de montrer les fréquents «abus» en ce domaine, et d'informer les locataires sur leurs droits. Pour les réalisateurs, les expulsions faites «dans les règles» sont donc normales. Ce sont pourtant elles qui sont les plus fréquentes... Il n'empêche que ce magazine qui touche de près la vie des masses peut être intéressant.

Selon une coutume bien instaurée à la télévision, les bons films (cette fois, une rétrospective Méliès, l'un des pionniers du cinéma, et du reportage cinématographique), par exemple l'affaire Dreyfus est rejetée à 22H45, sur A 2...

## feuilleton

# LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES

En fermant les puits, en dispersant les mineurs loin de leurs corons, la bourgeoisie veut non seulement mettre fin à la production charbonnière, elle veut aussi liquider plus d'un siècle de vie et de luttes ouvrières, elle veut anéantir ce qui fut durant de nombreuses années l'un des principaux bataillons de choc de la classe ouvrière en lutte.

Les luttes dans les mines et la répression particulièrement féroce organisée à l'instigation des propriétaires des mines n'ont pas commencé au 20<sup>e</sup> siècle, ni même au 19<sup>e</sup> siècle.

Dès le Moyen-Age, dès le 13<sup>e</sup> siècle où existent les premières compagnies minières, aux mains de seigneurs féodaux, on trouve trace de luttes menées par les mineurs. Les

mineurs sont alors pour la plupart des paysans, tel le paysan du Forez qui, l'hiver, quitte son champ pour travailler à remonter le charbon d'un trou. Hommes et femmes descendent dans la mine dès l'âge de 6 ans. Certains, on les appelle : les pénitents, sont carrément sacrifiés à la production : ce sont eux, portant une chandelle à l'extrémité d'une perche, qui sont chargés de déceler et d'enflammer les poches de grisou, avant la descente de leurs compagnons. Pour déclencher la grève, les «meneurs» donnent alors le signal en faisant passer de mains en mains, au fond de la fosse, un petit morceau de charbon : le «cochetay». C'est souvent le «chargeur» de charbon qui, par son poste, côtoie dans le travail de nombreux camarades, qui est chargé de faire passer le «cochetay». Des tentatives de grève se font jour à Rive-de-Gier, dans la Loire, berceau des premières grandes grèves

minières. La santé est déjà au premier plan des préoccupations des mineurs en lutte. En 1604, ils obtiennent que chaque fosse dispose d'un chirurgien et de médicaments. On leur ajoute des prêtres chargés, selon les féodaux qui contrôlent les compagnies minières, de soigner l'âme des mineurs qui se livrent aux «jeux illicites», c'est à dire les grèves. L'utilisation de l'église au cœur des corons, pour s'opposer à la révolte des mineurs, sera jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, un souci constant des compagnies minières.

C'est surtout vers la moitié du 19<sup>e</sup> siècle que les grèves des mineurs commencent à prendre une grande ampleur.

Au Moyen-Age, on pendait les mineurs en révolte, dans cette seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, on les fusille. Chaque fois que naît une exploitation minière, autour de laquelle se concentre souvent la grosse industrie, comme c'est le cas dans la Loire, au Creusot, dans le Nord, en Lorraine, chaque fois, la grande compagnie minière qui en est maître, fait installer une gendarmerie : dans le coron, le fronton de la gendarmerie côtoie souvent le clocher de la chapelle.

La seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle verra de multi-

ples grèves dans les mines :

Le bassin de la Loire fut un haut lieu des grèves minières, durant toute cette période. Jusqu'en 1864, il y en eut une dizaine, dont celle de 1846 : 12 mineurs fusillés à bout portant par les gendarmes.

A une délégation des mineurs en grève, Schneider, patron du Creusot, répond : « Ah ! ça, pour quoi ne vivez-vous plus comme autrefois ? Pourquoi ne vous contentez-vous plus de soupe et de légumes ? Est-ce que vous avez besoin de manger de la viande tous les jours ? Et du café, il vous faut peut-être du café comme aux journalistes ? ». Mais, il est rare qu'une délégation soit reçue, la réponse la plus fréquente, ce sont les coups de fusil et les charges de la cavalerie, sabre au clair, contre les mineurs. Cette grève de 1869 voit ainsi le massacre de la Ricamarie, dans la tranchée du Brulé. La même année, à Aubin, dans l'Aveyron, a lieu un autre massacre de mineurs en grève, le 13 octobre : 24 morts et 22 blessés. En 1884, l'ensemble de l'exploitation des mines de la Loire vient de se fondre en 3 compagnies. Le 31 mars 1884, un placard annonce ainsi la grève :

« Messieurs les ouvriers des mines et carrières, nous voilà réduits à crever de faim ».

Le 16 juin 1881, Michel Rondet, au 2<sup>e</sup> Congrès ouvrier socialiste de la région de Saint-Etienne, propose un programme pour les 110 000 mineurs de France :

« Le mineur n'est pas un ouvrier ordinaire. Pendant son travail, il a pour ciel quelques centaines de mètres de roches le menaçant continuellement et pour soleil une lampe entourée d'un treillis. Il est exposé aux inondations, aux incendies, au feu de grisou, si redouté des ouvriers et dont vous connaissez, tous, la propriété destructive et les fréquentes explosions. Enfin, il passe toute sa vie à lutter contre le danger et toutes sortes de misères. C'est, en un mot, un soldat qui combat constamment pour remplir les coffres-forts capitalistes. Nous demandons que la journée de travail du mineur soit ramenée à 8 heures, y compris une demi-heure pour sa collation. NOUS DEMANDONS L'ABOLITION DU TRAVAIL À LA TÂCHE PARCE QUE NOUS LE CONSIDÉ- RONS COMME UN AT- TENTAT À LA VIE DU MINEUR ».



# DANS NOTRE COURRIER

## un travailleur de St Gobain

Lettre d'un lecteur du Quotidien du Peuple, ouvrier à St-Gobain, à propos de la dernière grève dans son usine.

Après quatorze jours d'occupation, le conflit de la Verrerie Saint-Gobain s'est achevé dans la confusion la plus totale. Si l'attitude de la direction est toujours restée aussi ferme, pendant ces quatorze jours, on peut s'interroger sur la détermination de la CGT pour faire aboutir la noble cause des travailleurs en lutte. En effet, au cours de la réunion où étaient réunis les représentants de la direction locale et générale avec les représentants de l'inter-syndicale et les représentants confédéraux, un compromis douteux s'est réalisé entre le représentant de la direction générale et le représentant de la fédération CGT, bradant de ce fait les revendications précises de l'inter-syndicale.

Après des faits aussi graves, on peut se demander si les aspirations des travailleurs sont prises en considération ou si l'aboutissement du conflit est l'œuvre d'un chassé-croisé entre deux personnes qui sont bien souvent en dehors des réalités.

Devant des résultats aussi nuls, à savoir, suspension des sanctions jusqu'à présentation devant la juridiction des Prud'hommes, dédommagement ridicule des heures de grève 300 à 400 F, aucune garantie concrète de l'emploi. La section CGT a habilement incité l'ensemble des grévistes à reprendre le travail, au cours d'une assemblée générale houleuse, une faible majorité se prononçait pour la reprise, nous concluons que la CGT d'ici fait bien peu de cas de la dignité des travailleurs.

Un lecteur du Quotidien, travailleur de Saint-Gobain

La Logirem, dans le Sud de la France, représente la plus importante société de logements.

Port-de-Bouc a vu naître aux Comtes, appartements de la Logirem, un comité de locataires qui, dans la plupart des cas, arrive à sauver des familles ouvrières victimes de la rapacité financière de la Logirem, d'autant qu'un grand nombre d'ouvriers subissent une diminution d'horaires (Ugine-Aciers, Solmer, etc.).

Toutefois, de nombreuses familles se voient convoquer ce 16 décembre 1975 au Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence pour des retards dans les paiements de loyers même si ceux-ci ont été mis à jour, en vue d'une expulsion.

Jusqu'où peut même aller la Logirem ? Certaines familles se voient réclamer des loyers déjà payés mais augmentés (un loyer qui fait 450 F arrive soudainement à 473 F sans en avoir été mis au courant d'aucune façon). Tout ceci se passe par voie d'huissier de justice, «Maitre Cabrol» qui a élu domicile en Mairie de Port-de-Bouc. C'est d'autant plus honteux que M. le Député-Maire de la dite ville accepte un tel fait dans sa commune communiste. Cela signifie-t-il que le «P.C.F.» encourage et protège de telles pratiques capitalistes au détriment des ouvriers ?

Il faut se rendre à l'évidence :

### CADEAU DE GISCARD POUR LA NOUVELLE ANNÉE !...

J'ai cotisé 25 ans à la Sécurité Sociale, je touche 1180 F de retraite par trimestre, toute ma vie j'ai économisé à la Caisse d'Épargne pour avoir suffisamment d'intérêts pour payer mon chauffage, ma retraite ne me permettant pas de payer mon chauffage. A la télé, on nous annonce notre cadeau du nouvel an : les intérêts de la Caisse d'Épargne vont diminuer et le prix du mazout augmenter.

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
en téléphonant au :  
208 65 61 PARIS  
de 8 h. 30 à 13 h.

le «P.C.F.» démontre ainsi qu'il est avant tout un parti «bourgeois».

Les chiens de garde de la Logirem, je veux parler des gardiens assermentés, ne se gênent même plus pour envoyer promener d'une manière incorrecte les femmes et giffler les enfants.

Le représentant du «P.C.F.» devrait soigner les plaies qui subsistent dans sa commune avant de vouloir défendre un programme commun de gouvernement bourgeois.

Certes, «Monsieur le Maire» nous a aidés en envoyant un service de nettoyage des vidures... c'est là son seul geste.

Seule l'Union des locataires, face à l'oppression du PDG de la Logirem, dans une marche massive de tous les habitants des Logirem de Port-de-Bouc, Martigues sur Marseille aboutira à une victoire.

En avant tous unis vers la victoire.  
En avant tous unis pour un Comité National de Défense des Locataires.

un habitant Logirem de Port-de-Bouc

PS. Je tiens à vous signaler que je lis souvent le quotidien à qui je souhaite une longue vie, lui qui est vraiment le «Quotidien du peuple».

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



UNE DES COMITÉS LOGIREM EN LA VICTOIRE DU MOUVEMENT DES LOCATAIRES CONTRE L'OPPRESSION DU SYNDICAT ET AUTRES ALLIÉS DE LA LOGIREM. (COMITÉ LOCAL DE PORT-DE-BOUC)

1976	janvier					le quotidien du peuple
<b>lun</b>	5	12	19	26		
<b>mar</b>	6	13	20	27		
<b>mer</b>	7	14	21	28		
<b>jeu</b>	1	8	15	22	29	
<b>ven</b>	2	9	16	23	30	
<b>sam</b>	3	10	17	24	31	
<b>dim</b>	4	11	18	25		

## JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS  
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

# les lecteurs en débattent

Je suis militante CFDT et OC-GOP.

Votre journal est intéressant ; quelques points de désaccord (toujours les mêmes) concernant les rapports avec les révisionnistes. En particulier, le problème de l'Angola. Pour moi, un mouvement, le MPLA, représente le peuple angolais luttant contre les envahisseurs mercenaires blancs sud-africains, anciens américains du Viêt-Nam, en fait la pourriture de la terre. Il faut que vous revoyiez votre position. Le MPLA aurait été exterminé si il n'avait pas reçu d'armes révisionnistes... (Je préférerais que ce soit des armes chinoises).

De toute façon, je veux vous soutenir et vous envoie un chèque de 50 F.

E.R. Albertville

Il est important de rappeler qu'effectivement l'UNITA, le FNLA et le MPLA sont trois organisations de libération nationale qui se sont construites au cours de la lutte contre le colonialisme portugais et que chacune d'entre elles regroupe des parties importantes du peu-

ple angolais et que si cette lutte au départ était principalement axée contre le colonialisme portugais, aujourd'hui, c'est aussi plus particulièrement aux menées des deux superpuissances USA/URSS qu'elle doit faire face.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui l'impérialisme US livre des armes au FNLA et à l'UNITA et si des mercenaires d'Afrique du Sud combattent à leurs côtés ; ce n'est pas un hasard non plus si l'URSS accepte aujourd'hui et seulement aujourd'hui de livrer des armes au MPLA en poussant le MPLA à proclamer unilatéralement l'indépendance en Angola, à semer la division, à dresser les organisations de libération nationale les unes contre les autres. Il s'agit d'une part, d'avoir une position anti-impérialiste conséquente, c'est celle qu'a adoptée le Quotidien du peuple, de ne pas hésiter à dénoncer le rôle des deux superpuissances qui cherchent par tous les moyens à retarder la lutte héroïque du peuple angolais vers son indépendance totale et de dénoncer toute illusion sur le rôle

de l'URSS qui serait en fait un appel à relâcher la vigilance devant un impérialisme plus camouflé, moins démasqué et donc très dangereux. Que les camarades lecteurs du Quotidien, qui se posent des questions aujourd'hui sur l'Angola se souviennent comment le social-impérialisme soviétique s'y est pris pour annexer à l'aide du gouvernement réactionnaire indien le Bangla-Desh et quelles oppressions et souffrances y endure le peuple ! D'autre part, il s'agit de faire confiance au peuple angolais qui saura, petit à petit, au cours de la lutte, combattre la division et faire triompher sa volonté d'en finir avec l'impérialisme.

La lettre de la camarade d'Albertville montre la nécessité de revenir plus longuement que dans le cadre de cette page sur la question de l'Angola. En attendant d'ouvrir à nouveau le dossier, nous posons simplement à cette camarade quelques questions :

1°) Peut-on raisonnablement aujourd'hui considérer comme to-

talement innocente l'aide subite et massive du social-impérialisme au MPLA ?

2°) La politique d'un mouvement de libération nationale est-elle indépendante en tout état de cause de la nature de l'aide qu'il accepte ? Comment se définit un mouvement de libération nationale ? Si c'est par le nombre d'éléments du peuple qu'il est capable d'enrôler et d'influencer, alors qu'il n'est pas prouvé que le FNLA ou l'UNITA ne soient pas encore des mouvements de libération nationale !

3°) Peut-on nier aussi facilement que le FNLA ou l'UNITA aient joué un rôle dans la lutte contre le colonialisme portugais ? Et à ce titre, ne pouvait-on attendre autre chose d'un authentique mouvement de libération que la politique de division qui a été celle du MPLA au lendemain de l'indépendance ?

Autant de questions qu'on ne peut éluder. Autant de points sur lesquels il est nécessaire de s'interroger. Ce qui est en jeu en effet, ce n'est pas seulement l'avenir immédiat du peuple angolais, c'est une juste appréciation des visées des superpuissances sur toute une partie du continent africain et l'avenir de toute une partie des peuples de ce continent.

## JE SOUSCRIS

10 F 50 F  
100 F F

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942



**international**

**SAHARA  
OCCIDENTAL**

Depuis déjà un mois, depuis que le Front Polisario a dénoncé l'accord conclu entre l'Espagne, le Maroc, la Mauritanie, le Front poursuit des actions militaires de harcèlement des troupes d'invasion marocaines et mauritaniennes. La proclamation unilatérale de l'indépendance du Sahara occidental par le Front semble de plus en plus imminente.

Depuis une semaine, la tension monte entre l'Algérie et le Maroc. Outre les mouvements diplomatiques : l'ambassadeur d'Algérie a quitté Rabat. Dans une déclaration récente, le gouvernement algérien a annoncé qu'il procé-

ment algérien aurait procédé à la mobilisation de cinq classes de réservistes et à d'importants mouvements de troupes vers la frontière, dans la région de Tindouf.

Les 28 et 29 décembre, les présidents algérien et lybien se rencontraient à Hassi-Messaoud, et pouvaient déclarer à l'issue de cet entretien leur « identité de vues en ce qui concerne le problème du Sahara occidental ». De plus, ils déclaraient que les deux directions « sont convenues de faire front à tous les défis, quelle qu'en soit la nature et où qu'elles se situent... »

Du côté marocain, Hassan

valeur les richesses du Sahara ». D'autre part, le président tunisien, Bourguiba, aurait, de son côté également, fait procéder à une importante concentration de troupes à la frontière tuniso-algérienne, après avoir apporté son soutien à Hassan II en déclarant être « pour toujours » aux côtés de la Mauritanie et du Maroc.

Receemment, le journal sahraoui « Sahara libre » dénonce l'existence d'une coalition regroupant notamment la France, les Etats-Unis et le Brésil et qui viendrait « soutenir » les interventions militaires mauritaniennes et marocaines en Sahara occidental. Il a pu ainsi noter l'arrivée, en Mau-

ritanie, de renforts militaires français de Dakar.

A lors que le secrétaire d'Etat américain, Kissinger, intervenait, il y a un peu plus d'un mois, pour que l'Espagne concède le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie. Aujourd'hui, l'URSS compte bien intervenir, elle aussi : la Pravda déclarait ainsi, à propos de l'aggravation des tensions entre l'Algérie et le Maroc que l'URSS se trouverait « toujours aux côtés de ceux qui défendent les conquêtes révolutionnaires ».

La menace de guerre dans cette région du monde se précise de plus en plus, elle vient du refus de reconnaître au peuple sahraoui le droit à l'indépendance.

**LA TENSION MONTE AU MAGHREB**

**le doigt sur la «détente»**

**QUAND LA PRAVDA VEUT CACHER  
L'ARMEMENT CLANDESTIN DE L'URSS**

Quel démon malveillant souffle du froid sur l'esprit de Vladivostock, où il y a un an Brejnev et Ford s'étaient entendus sur la limitation des armements stratégiques (accord Salt) ? Est-ce le «démocrate» Jackson ou l'ex-secrétaire à la défense Melvin Laird qui s'avisent soudain que l'URSS ne respecterait pas les accords Salt I sur les missiles anti-missiles ? C'est en tout cas ce qu'insinue la Pravda en déclarant hier que les doutes qui pèsent à propos du respect des engagements américains «ne sont pas tous entièrement levés à l'heure actuelle». C'est un fait avéré, que l'URSS n'a pas respecté les accords Salt. En tout cas, les contradictions s'aiguisent entre les frères ennemis : les négociations pour Salt 2 ont été interrompues et il n'est pas certain qu'elles reprennent en janvier. Car pendant que les 2 larrons se disputaient, l'un a mis au point le nouveau missile Cruise et les soviétiques leur nouvel appareil Backfire ; chacun veut comptabiliser l'engin de l'autre parmi les armements stratégiques, donc «limités» et continuer à fabriquer le sien en toute tranquillité. Si les 2 super-grands sont d'accord sur le dos des peuples du monde, leurs rivalités actuelles, de plus en plus aiguës, font peser de graves menaces de guerre pour tous les peuples.



réunion Khadafi et Boumediène.

de actuellement à l'expulsion de son territoire des ressortissants marocains «sans papier», qui seraient ensuite parqués à la frontière par les troupes marocaines dans des camps de concentration par crainte, selon les propos mêmes du gouvernement marocain « d'infiltration d'éléments subversifs ». Une véritable campagne de mobilisation populaire se développe actuellement en Algérie, en solidarité avec la lutte du peuple sahraoui. De nombreuses manifestations, des meetings, des campagnes de soutien matériel s'organisent sous l'égide du Croissant Rouge. De plus, le gouverne-

Il a accéléré le processus d'occupation des bases militaires encore occupées par les troupes espagnoles, la mise en place d'une administration à sa solde, en territoire saharien. Toujours dans ce sens, le gouvernement marocain semble vouloir précipiter les choses. Le lundi 29 décembre, lors d'une Conférence de presse du ministre marocain des Finances, Abdelkader Benslimane, en présentant le budget 1976, indiquait la part importante des investissements publics marocains « affectée au développement du Sahara occidental » : 350 millions de dirhams, « pour mettre en

**VENEZUELA, 1<sup>o</sup> janvier :**

**le pétrole nationalisé**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1976, la nationalisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne sera chose faite ; c'est l'aboutissement d'un long processus de recouvrement des richesses nationales, commencé il y a juste un an avec la nationalisation des mines de fer. Cette mesure est dans la logique de la participation active du Vénézuéla à l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) ; il est certain que cette participation avait porté un coup à l'impérialisme américain, tant parce qu'elle provenait d'un pays que les Etats-Unis considéraient comme leur chasse gardée, que parce que le Vénézuéla est le 5<sup>e</sup> producteur et le 3<sup>e</sup> exportateur mondial. D'autre part, le Vénézuéla a joué un rôle important dans la constitution du Pacte andin et dans la détermination des pays membres à revendiquer, face aux Etats-Unis en particulier, plus de justice dans les échanges économiques internationaux. Signe des temps, signe de la force des aspirations nationales dans tous les pays du monde, le président Carlos Andres Perez s'est vu obligé d'aller plus vite et plus loin que ne le prévoyait son rival malheureux aux dernières élections, qui par-

lait seulement d'avancer la date des négociations sur les concessions pétrolières, fixée initialement en 1983. De fait, bien que, avant les nationalisations du fer et du pétrole, l'économie (industrie et services) dépendît à 75% de l'étranger, l'existence d'un secteur capitaliste d'Etat, représenté par 53 entreprises a certainement pesé dans les dernières décisions, de même que la nécessité de réformes pour contrecarrer un sous-développement explosif : exode rural accru, bidonvilles à l'infini, sous-alimentation des 2/3 de la population, analphabétisme de près de la moitié.

Le dernier fait venu concrétiser la volonté d'indépendance nationale, c'est la constitution au mois d'octobre du SELA (Système Économique Latino-Américain) dont le siège est à Caracas et auquel ont souscrit 23 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. Son objectif est l'intégration politique et économique de ces pays en marge des Etats-Unis.

**DES AMBIGUITÉS  
QUI DEMEURENT**

Cela ne signifie pas pour autant que l'indépendance est véritablement conqui-

se. D'ailleurs, la nationalisation du pétrole ne ressemble en rien à un coup de force, au contraire. Depuis un an, des négociations sont en cours avec les 28 sociétés étrangères opérant dans le pays. Tout se passe en douceur ; elles recevront plus de 4 milliards 300 millions de bolivars d'indemnisation, dont près de la moitié tout de suite. Les principales sociétés sont anglo-saxonnes : Exxon, Gulf, Mobil, Texaco. Elles seront toutes contrôlées par un holding d'Etat, la Pétroven. Mais cela ne signifie pas pour autant la rupture : la technologie et les techniciens étrangers resteront sur place, car il n'y a pas à l'heure actuelle de relève, d'ailleurs, la fondation Grand-Maréchal d'Ayacucho, chargée par le gouvernement de créer cette génération de cadres et techniciens les envoie en majorité aux Etats-Unis.

C'est là évidemment un moyen de pression non négligeable pour l'impérialisme, moins important toutefois que le chantage sur les prix qu'il a commencé à exercer ; pour l'instant, les sociétés étrangères n'ont accepté d'acheter que 1,4 million de barils par jour et 900 000 barils supplémentaires

seulement si le Vénézuéla baisse ses prix. Enfin, la clause la plus favorable aux impérialismes étrangers est le fameux article 5 du projet de loi qui permet de «conclure des accords d'association avec les entités privées avec une participation garantissant le contrôle de l'Etat et de durée déterminée». N'est ce pas là la porte ouverte à une nouvelle forme de domination de l'impérialisme ?

Ainsi le Vénézuéla reste encore à la croisée des chemins, même s'il participe activement du courant mondial qui refuse la domination sans partage des impérialismes, même s'il entretient des contradictions avec eux, comme en témoignent aussi ses dernières positions à la conférence Nord-Sud, et même s'il se place du côté des pays du Tiers Monde. Mais le chemin de l'indépendance est parsemé d'embûches : le Vénézuéla saura-t-il se donner les moyens de la politique qu'il amorce ? Saura-t-il transformer ces nationalisations en autre chose qu'un cadre juridique, positif certes, mais encore insuffisant ? Ces questions là ne sont pas encore tranchées.

Hélène VARJAC

**DJIBOUTI non  
à la fausse  
indépendance**

**SUITE DE LA UNE**

Aujourd'hui, il veut que son pays reste français, bien qu'il soit «indépendant». En effet, son allusion à la « coopération militaire » indique qu'il est partisan du maintien de la base française de Djibouti, pièce maîtresse de la domination coloniale.

Dans un communiqué publié à cette occasion, à Paris, l'Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somali dénonce «l'indépendance néocoloniale prônée par le fantôme Aref et les opportunistes de la direction de la L.P.A. » ( Ligue Populaire Africaine pour l'«Indépendance » ) et exige :

- retrait immédiat et total des troupes françaises
- libération immédiate de

tous les prisonniers politiques  
- destruction immédiate du barrage électrifié et miné  
- intégration des compatriotes expulsés et déportés

L'UNECAS réaffirme son attachement à l'intégrité territoriale et condamne toute substitution des gouvernements des pays voisins au peuple de la Côte Afar-Somali.

L'UNECAS réaffirme aussi que la solution des problèmes de notre peuple réside dans la liquidation de l'impérialisme et dans la réalisation de la révolution nationale démocratique et populaire ».



**Iran : 10 nouvelles  
condamnations à mort !**

**COMMUNIQUÉ DE L'UNION DES ETUDIANTS  
IRANIENS EN FRANCE (extraits)**

Selon la radio iranienne, 10 personnes dont une femme sont condamnées à la peine capitale et une autre femme est condamnée à 15 ans de prison. Leur procès en première instance s'est déroulé dans le plus grand secret et aucune précision n'a été donnée quant au procès en appel.

Ces nouvelles condamnations à mort mettent à jour, une fois de plus, le véritable visage répressif du régime qui a éliminé en un an 108 patriotes iraniens dans les grèves et manifestations ouvrières et étudiantes, les manifestations populaires de juin dernier, et parmi les prisonniers politiques (par exemple, l'exécution en mai 75 de 9 détenus emprisonnés depuis de longues années).

Ces nouvelles condamnations constituent une menace pour la vie des militants révolutionnaires en danger de mort et servent à renforcer le régime de terreur en place face à la montée des luttes populaires ; elles sont enfin une marque de «loyalisme» du régime du Chah envers ses maîtres américains.

**Pliouchtch : visa obtenu  
pourquoi pour Israël ?**

Leonid Pliouchtch, mathématicien soviétique interné pour raisons politiques dans un hôpital psychiatrique, vient d'obtenir un visa pour lui et sa famille, à destination d'Israël or Pliouchtch n'avait pas spécialement demandé à aller en Israël.

Pour sortir définitivement d'URSS aujourd'hui, la condition est de demander à émigrer en Israël. Mesure doublement réactionnaire : d'une part, elle indique que, malgré toutes ses déclarations de soutien aux peuples arabes, l'URSS n'a cessé d'alimenter l'agression sioniste en hommes au cours des dernières années. D'autre part, elle vient nous rappeler que, pour un Pliouchtch qui parvient à obtenir un visa, des milliers de soviétiques subissent tous les jours les camps et les hôpitaux psychiatriques, et continueront à le faire, dans la mesure où ils ne sont pas des sionistes, mais des gens du peuple qui luttent contre l'exploitation et l'oppression.